

discussion n'a pas sa place. Le Conseil de sécurité doit fonctionner, à tout le moins dans les coulisses, comme téléphone rouge multilatéral.

En second lieu, Monsieur le Président, nous n'avons pas non plus été à la hauteur de nos responsabilités en tant qu'États membres de l'ONU. Nous avons attendu du Secrétaire général qu'il remplisse ce vide, sans pour autant lui donner l'appui politique nécessaire pour jouer ce rôle. Nous devons donner au Secrétaire général une plus grande marge d'initiative et d'indépendance. Il a pu, de sa propre initiative, prendre des mesures dans certains secteurs d'activité de l'ONU. Par exemple, il a commencé à améliorer la gestion des ressources financières et humaines limitées dont dispose l'Organisation; il a profité d'une période de restriction budgétaire pour commencer à éliminer les activités moins prioritaires. Le Secrétaire général a également exercé une influence positive sur nombre de problèmes internationaux difficiles. Mais nous devons lui accorder un meilleur appui politique. Il devrait être encouragé à accroître sa "capacité d'établissement des faits" et sa capacité d'exercer ses "bons offices" de façon constructive dans des situations particulières.

En troisième lieu, trop d'heures et de ressources précieuses sont gaspillées, dans l'ensemble du système des Nations Unies, à la discussion de questions politiques qui débordent le cadre du mandat des institutions. Nous acceptons tous le fait que le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale sont des instances politiques. Mais même dans ces instances, nous devrions éviter la répétition de débats politiques stériles, la prolifération de résolutions sur un même sujet et l'organisation de conférences et de rencontres qui font double emploi.

Nous devons également résister à la "surpolitisation" qui afflige de plus en plus les composantes techniques du système des Nations Unies, lesquelles ne sont ni mandatées ni équipées pour traiter de ces questions. Il est naïf de penser que certaines questions politiques brûlantes ne seront pas soulevées. Mais le processus devient débilitant lorsque les questions politiques commencent à entraver l'échange normal de concessions entre groupes qui tentent d'en arriver à un consensus sur les activités essentielles des organismes de l'ONU. L'UNESCO, par exemple, a gravement péché en la matière ces dernières années et il faut accélérer l'effort fait pour rétablir l'équilibre.

Nous ne devons pas permettre que la contestation du principe de l'universalité de l'appartenance à l'ONU vienne miner la viabilité du système. Israël, par exemple, doit pouvoir rester membre de la famille des organisations des Nations Unies. La République de Corée est un pays qui mérite de devenir membre à part entière de l'ONU.